

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil Communautaire, convoqué le 9 janvier 2026, s'est réuni à Aurillac Agglomération le **15 janvier 2026** à 18h30 sous la présidence de Monsieur Pierre MATHONIER.

Nombre de conseillers : 68

Nombre de conseillers présents à la séance : 45

Nombre de conseillers absents à la séance : 10

Nombre de conseillers en exercice : 68

Nombre de conseillers représentés : 13

Nombre de conseillers suppléés : /

ETAIENT PRÉSENTS :

Pierre MATHONIER, Christian POULHES, Magali MAUREL, Stéphane FRECHOU, Jean-Luc LENTIER, Isabelle LANTUEJOUL, Gérard PRADAL, Angélique MARTINS, Sébastien PRAT, Nathalie GARDES, Alain COUDON, Maryline MONTEILLET, Yves ALEXANDRE, Ginette APCHIN, Michel BAISSAC, Jean-François BARRIER, Yvette BASTID, Bernard BERTHELIER, Nadine BRUEL, Michel COSNIER, Philippe COUDERC, Jean-Luc DONEYS, Louis ESTEVES, Philippe FABRE, Dominique FABREGUES, Jean-Michel FAUBLADIER, Claudine FLEY, Daniel FLORY, Christian FRICOT, Cécile GANE, Evelyne LADRAS, Sylvie LACHAIZE, Dominique LAVIGNE, Jacqueline MARTINEZ-SEVERAC, Philippe MARIOU, Philippe MAURS, Christophe PESTRINAUX, Jean-Pierre PICARD, Jean-Louis PRAX, Jean-François RODIER, Guy SENAUD, Philippe SENAUD, Frédéric SERAGER, Julien VIDALINC, Véronique VISY

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Bernadette GINEZ (représentée par Dominique LAVIGNE), Elisa BASTIDE (représentée par Isabelle LANTUEJOUL), Patricia BENITO (représentée par Jean-Luc DONEYS), Vanessa BONNEFOY (représentée par Claudine FLEY), Elise BRUGIERE (représentée par Stéphane FRECHOU), Thierry CRUEGHE (représenté par Jean-Michel FAUBLADIER), Stéphanie DELORME (représentée par Jean-Luc LENTIER), Aurélie DEMOULIN (représentée par Sébastien PRAT), Frédéric GODBARGE (représenté par Louis ESTEVES), Mireille LABORIE (représentée par Christian FRICOT), David LOPEZ (représenté par Julien VIDALINC), Valérie RUEDA (représentée par Pierre MATHONIER), Nicole SOULENQ-COUSSAIN (représentée par Bernard BERTHELIER)

ETAIENT ABSENT(E)S :

Charly DELAMAIDE, Catherine AMALRIC, Jamal BELAIDI, Hubert BONHOMMET, Géraud DELPUECH, Chloé MOLES, Maxime MURATET, Jean-Paul NICOLAS, Jean-Luc TOURLAN, Jean-Louis VIDAL

Monsieur Christian POULHES a été élu secrétaire de séance.

N° DEL_2026_008 : FINANCES / DOB PRÉCÉDÉ DE LA PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026 ET DU RAPPORT 2025 SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE **Rapporteur : Monsieur Pierre MATHONIER**

Faisant suite aux lois Grenelle I et II, le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 et la circulaire du 3 août 2011 soumettent les collectivités et EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants à l'obligation d'établir un Rapport sur leur situation en matière de Développement Durable.

Le développement durable, tel que défini à l'article L.110-1 du Code de l'Environnement, modifié par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la Reconquête de la Biodiversité, de la Nature et des Paysages, puis par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant Lutte contre le Dérèglement Climatique et Renforcement de la Résilience face à ses effets, repose sur cinq finalités :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux, des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;

- la transition vers une économie circulaire.

Afin de permettre une meilleure intégration du développement durable à tous les niveaux, ce rapport doit être élaboré et mis à jour chaque année avant sa présentation en Conseil Communautaire en préalable au Débat d'Orientations Budgétaires. La loi ne prévoit pas que la présentation du rapport donne lieu à un débat ou à un vote.

En s'appuyant sur la participation des acteurs, l'organisation du pilotage, la transversalité et l'évaluation, ce rapport présente un bilan portant autant sur le fonctionnement interne et le patrimoine de l'Agglomération que sur l'ensemble des actions réalisées dans le cadre des compétences qu'elle exerce sur le territoire.

Au cours du précédent mandat et pour sa durée, le Conseil Communautaire de la Collectivité avait adopté, après avoir recueilli l'avis de ses communes membres et par délibération n° 2016/61 du 4 juillet 2016, son Schéma de Mutualisation, dont l'établissement était une obligation légale pour les EPCI à fiscalité propre, les dispositions législatives alors en vigueur prévoyant également une communication annuelle sur l'état d'avancement de ce schéma lors du Débat d'Orientations Budgétaires ou, à défaut, lors de l'adoption du budget.

Suite à l'adoption de la loi relative à l'Engagement dans la vie locale et à la Proximité de l'action publique en date du 27 décembre 2019, l'obligation d'établissement d'un Schéma de Mutualisation est devenue une simple faculté pour les EPCI à fiscalité propre.

Dans ce cadre, il est proposé, comme en 2025, dans un souci de lisibilité et de synthèse de l'action conduite ou projetée en ce domaine, de ne plus procéder à un bilan formel de toutes les actions de mutualisation mais plutôt d'intégrer ce sujet au Rapport sur les Orientations Budgétaires.

Enfin, il est rappelé aux membres du Conseil qu'en application de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Agglomération, Établissement Public de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, doit tenir, dans un délai de dix semaines précédant l'examen de ses Budgets Primitifs, un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB).

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite « loi NOTRe ») du 7 août 2015 a apporté des modifications sur le contenu et la communication du rapport présenté à l'assemblée délibérante. Conformément aux dispositions de l'article D.5211-18-1 du CGCT, ce rapport doit comporter des informations sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette ainsi que sur l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel et doit être présenté au Conseil Communautaire.

A ces différentes fins, le rapport sur les orientations budgétaires auquel a été annexé le rapport 2025 sur la situation en matière de Développement Durable, a été adressé à chaque Conseiller Communautaire à l'appui de sa convocation à la présente session.

Il appartient aujourd'hui à Monsieur le Président de présenter les grandes lignes de ces différents documents qui constituent le socle sur lequel seront bâtis les différents Budgets Primitifs d'Aurillac Agglomération pour l'exercice 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :



- de prendre acte de la présentation du Rapport 2025 sur la situation en matière de Développement Durable et, après en avoir débattu, des orientations budgétaires développées par Monsieur le Président pour l'exercice 2026.

Au registre sont les signatures,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

Pierre MATHONIER

Le Secrétaire de séance,

Christian POULHES.